

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

SEEG-CTRI : l'épreuve de force ?

LA menace des syndicats maison de couper l'alimentation en eau et en électricité sur l'ensemble du territoire national en raison du non-paiement du 13e mois a déclenché la colère des autorités de la Transition. Lesquelles, par la voix du chef de l'État, Brice Clotaire Oligui Nguema, a prévenu qu'aucun écart de conduite ne serait, cette fois-ci, toléré.

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

LA SEEG va-t-elle devenir l'entreprise " poil à gratter " des autorités de la Transition ? Après les multiples incidents enregistrés dans la fourniture de l'eau et de l'électricité depuis près d'un mois, les agents menacent, cette fois-ci, de suspendre volontairement l'alimentation en énergie sur l'ensemble du territoire national.

La raison de cette nouvelle levée de boucliers : le conseil d'administration de l'entreprise a décidé de ne pas payer le 13e mois en raison des mauvaises performances enregistrées par l'entreprise et de ses récurrentes difficultés financières. Une pilule amère qui a amené les principales structures syndicales à décréter, vendredi dernier, l'arrêt du travail et l'érection de barricades au siège social de l'entreprise. Le message est clair : " Pas de gratification, pas d'eau, pas de courant ! "

Informé de la menace des syndicats, le président Brice Clotaire Oligui Nguema n'a pas caché son exaspération face à ce énième pied de nez. Le chef de l'État a promis la tolérance zéro à l'endroit des agents qui vont défier la puissance publique en coupant l'alimentation en énergie. " Une société qui n'arrive pas à satisfaire le peuple n'a pas le droit de nous brandir des menaces de



Photo: SNN

Les agents de la SEEG lors d'une précédente mobilisation.

grève sous prétexte d'un 13e mois qu'on doit leur payer. Les Gabonais n'ont pas d'eau au robinet ni d'électricité et vous brandissez les menaces de grève. Qu'ils coupent le courant, que nous soyons dans le noir, je saurai où les retrouver ", a prévenu le président de la République.

Pour la vice-présidente du Syndicat des personnels du secteur eau et électricité du Gabon, Livanne Ntsame Mve, le mécontentement des agents peut se justifier à bien des égards. Selon eux, la mauvaise

situation financière de l'entreprise monopolistique est davantage liée au management catastrophique de toutes les équipes qui se sont succédé depuis le départ du Français Veolia en 2018 (huit directeurs généraux en 5 ans). Il n'est donc pas question, estime-t-elle, que les agents en paient le prix fort alors que les dirigeants s'octroient " malgré la situation difficile de l'entreprise " des avantages et des privilèges qui frisent l'indécence.

DÉRAPAGE. " Il n'est pas ques-

tion de laisser passer cette injustice, de faire payer le plus grand nombre, les innocents, le lourd tribut des errements de gouvernance d'une caste connue et pas du tout inquiétée (...)", a-t-elle martelé.

En effet, les syndicats maison de la SEEG n'ont cessé d'alerter l'opinion nationale sur les dérapages financiers des différents directoires de l'entreprise. Soupçons de détournements et d'enrichissement illicite des cadres dirigeants, absence de maîtrise

de la masse salariale, prolifération de sous-traitants au sein de l'entreprise, faiblesse de trésorerie, inopérabilité de la structure organisationnelle... Selon le Syndicat national des travailleurs du secteur de l'eau et de l'électricité (Syntee +), l'entreprise publique n'aurait pas clôturé ses comptes depuis 2019 (2019-2020-2021) avec des pertes estimées à 30 milliards de francs en 2022.

Le montant des impayés de la clientèle domestique (privée et industrielle) s'élèverait, susurre-t-on, à plus de 250 milliards à la SEEG.

Aux dernières nouvelles, rapportent plusieurs sources, les responsables syndicaux à l'origine du mouvement d'humeur entamé vendredi dernier ont été auditionnés à la Direction générale des contre-ingérences et de la sécurité militaire (DGCISM), communément appelée B2. Ils y ont passé la nuit pour des faits de séquestration des dirigeants et de destruction des biens d'autrui. C'est donc la preuve que les militaires veulent mettre fin aux grèves sauvages souvent enregistrées dans plusieurs.

Contrepoint

Et le consommateur alors ?

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

QU'ADVIENDRAIT-IL si les agents de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) ne décoleraient pas après toutes ces négociations ? Pour mémoire, les récentes grèves des médecins avaient paralysé le fonctionnement des hôpitaux publics. Que dire des enseignants

qui ont très souvent paralysé les cours dans les établissements ? Les grands mouvements d'humeur n'ont jamais été sans conséquences pour les usagers/consommateurs quand il s'agit de service. Depuis vendredi, les agents de la SEEG sont en colère et disent n'avoir pas été entendus par leur directeur général, leur ministre de tutelle et le chef de la Transition qui a menacé de

faire un nettoyage en cas de bras de fer avec les autorités. Était-ce la solution idoine ?

Quoi qu'il en soit, le consommateur pourrait être la véritable victime de cet éventuel bras de fer, comme cela a bien souvent été le cas dans d'autres secteurs. Ne serait-il pas possible de trouver une solution du juste milieu pour que ne survienne plus de crise évitable dans un secteur

aussi vital que celui de la fourniture d'eau et d'électricité ? Qu'il s'agisse de crise financière, de problème de management ou d'une inefficacité des nombreux ministres qui se sont succédé à la tête du département de l'Énergie, le cas SEEG devrait davantage retenir l'attention des équipes en charge de cette Transition. La sécurité et la vie du consommateur en dépendent.